

# Rapport annuel sur l'état de la France en 2015

## Déclaration du groupe de l'agriculture

Le texte que nous discutons aujourd'hui trouve un écho particulier dans la situation économique du secteur agricole. Depuis plusieurs mois nous connaissons, en particulier dans les filières de l'élevage, des difficultés profondes qui se sont exprimées avec virulence dans toutes les régions de France.

Les secteurs agricoles et agro-alimentaires sont des atouts pour la France, ce que le texte souligne en insistant notamment sur leurs capacités d'exportation. À l'occasion d'une séance d'amendement, nous avons souligné les défis à relever pour le secteur de la production, notamment sur les aspects sanitaires et environnementaux. C'est une question que nous avons intégrée en une phrase, mais qui mériterait des développements approfondis.

Le secteur agricole n'a pas ménagé ses efforts dans le domaine environnemental depuis de nombreuses années et, par ailleurs, il participe à la transition énergétique en investissant, par exemple, dans la production d'énergies renouvelables. Une des mesures envisagées par le gouvernement dans le cadre de son plan pour l'élevage, mis en place au mois de juillet, est d'ailleurs le développement d'unités de méthanisation. Ces mesures sont de nature à dynamiser le marché des énergies renouvelables et contribuer à des créations d'emploi.

D'une manière générale, les aides à l'investissement sont indispensables pour que l'ensemble des acteurs de l'appareil productif français prennent le chemin de la reprise. Le texte propose de relancer, avec l'aide des banques, l'investissement par les entreprises, PME et TPE. Le groupe approuve cette proposition.

Mais plus encore, pour nous, l'essentiel est la reconquête des marchés tant au national qu'à l'international. C'est un aspect que nous n'avons pas eu le temps de traiter lors de nos travaux. La crise actuelle du monde agricole illustre les limites d'un modèle politique dont l'objectif permanent et unique est le prix le plus bas. Guerre des prix, concentration extrême de la distribution, perte de compétitivité, *dumping* social intra-européen, distorsions de concurrence ont déséquilibré les marchés et conduit à de profondes injustices sociales.

Il faut ajouter à cela les contraintes de marchés internationaux volatiles au gré des événements climatiques ou politiques (embargo russe par exemple).

Nous ne pouvons plus raisonner à court terme et nous satisfaire de solutions d'urgence. La gestion de crise ne remplace pas une vraie politique agricole capable d'anticiper les crises. Notre institution serait tout à fait légitime pour analyser ces sujets que nous regrettons de n'avoir pu approfondir à cette occasion.

Le groupe de l'agriculture s'est prononcé en faveur de ce texte.